

**« PLACE DES JEUNES »
AU CENTRE-VILLE D'ALMA**

**Par :
Denis Plamondon**

**Collection
Les travaux du Collectif IDÉES-UQAC**

Université du Québec à Chicoutimi

NOVEMBRE 2004

Coordination à l'édition: Myriam Duplain
Édition finale: Luc Gobeil

© Université du Québec à Chicoutimi

Dépôt légal - 4^e trimestre 2004
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN : 2-923095-02-2

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	5
Introduction	7
Le problème des jeunes au centre-ville d'Alma.....	7
L'origine du projet	8
Des objectifs concertés	8
Le projet devient réalité.....	8
La clientèle visée	10
Les partenaires	10
Un territoire partagé.....	11
Évaluation	12
Le travail de rue : une intervention encore fragile	13
Conclusion	13
Annexe.....	15

PRÉAMBULE¹

L'utilisation des *études de cas* constitue une formule pédagogique éprouvée dans l'enseignement des disciplines professionnelles. À partir de la description d'une expérience concrète, les étudiantes peuvent analyser la procédure suivie, retracer les étapes, repérer les pièges et apprivoiser ainsi la pratique de la discipline. D'ailleurs, les professeurs en font depuis longtemps usage en médecine, en administration, en comptabilité, en éducation, en chiropraxie et en droit.

Cette étude de cas s'inscrit dans une série d'études similaires élaborées pour présenter, à des étudiantes, une variété d'expériences en organisation communautaire illustrant différents modèles enseignés à l'Université du Québec à Chicoutimi, comme dans les autres institutions universitaires du Québec qui disposent d'un programme de formation en travail social :

- *Modèle d'action sociale* : expérience d'intervention centrée sur la défense de droits d'une collectivité ou d'un groupe victime d'injustice. Ce modèle se base sur la construction d'un rapport de forces pour faire triompher les personnes lésées;
- *Modèle de planning social* : expérience d'intervention axée sur l'utilisation de connaissances scientifiques pour développer une organisation et des services. Ce modèle se base sur la concertation;
- *Modèle de développement local* : expérience d'intervention orientée vers l'amélioration, pour toute une communauté, des conditions de vie générées par un processus d'autodéveloppement. Ce modèle se base sur l'addition des forces du milieu.

Jean-Pierre Deslauriers, de l'Université du Québec en Outaouais, avait déjà réalisé, en texte re-prographié, une banque relativement importante d'études de cas dans sa région à l'aide d'un outil qu'il avait validé (voir annexe). Avec son accord, reprenant son outil, j'ai donc réalisé des récits d'intervention dont celui-ci. Le guide d'entrevue utilisé par Jean-Pierre Deslauriers s'inspire du modèle général d'organisation communautaire élaboré par Doucet et Favreau². Ce guide identifie quatre grandes étapes dans la réalisation d'une intervention dans la communauté : 1) l'analyse des besoins, 2) la planification, 3) la réalisation du plan et 4) l'évaluation.

Ces dernières années, dans le cours *Mobilisation et action collective en travail social* (4TRS304), j'utilisais avec succès les études de cas déjà produites en Outaouais, mais il va sans dire qu'il s'avère très stimulant, pour nos étudiantes, de retrouver des études de cas émanant de leur propre région. Ce cours dispose maintenant d'études de cas du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les études de cas, au delà de leur utilité pédagogique dans des cours, ont suscité un intérêt réel dans le milieu

1 Le féminin est utilisé dans ce texte parce qu'il est représentatif des personnes impliquées dans l'organisme ainsi que dans les cohortes étudiantes qui analysent les études de cas.

2 DOUCET, Laval et Louis FAVREAU (1991), *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, Presses de l'Université du Québec, Sillery, 464 pages.

communautaire. Plusieurs intervenantes ont exprimé le souhait d'une diffusion de ces études illustrant diverses manières d'agir dans la communauté. Dans la région, la pratique en milieu communautaire est trop rarement documentée. L'édition de ces études de cas permet l'accès à un savoir-faire et aussi, sa mise en mémoire. C'est pourquoi le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) s'est montré ouvert à diffuser les travaux du Collectif IDÉES-UQAC.³

Dans un premier temps, il m'a fallu identifier les expériences significatives, mais aussi diversifiées, d'organisation communautaire dans la région. Après consultation de personnes impliquées, j'ai dressé une liste de ces expériences. En lien avec chacune de ces interventions, j'ai rejoint soit une participante active, soit une permanente, soit une organisatrice, bref, une personne qui pouvait décrire l'expérience de l'intérieur. Par la suite, j'ai réalisé l'entrevue avec cette personne en suivant le guide d'entrevue produit en annexe, construit et validé par Jean-Pierre Deslauriers. Avec l'autorisation de la personne interviewée, l'entrevue a été enregistrée et transcrite, non pas en *verbatim* mais dans une écriture simple et concrète; un récit, une histoire. Un texte un peu plus littéraire a par la suite été produit et cette première version de l'étude de cas a été validée par la personne interrogée pour vérifier la fidélité du texte, ajouter de l'information et compléter des explications avant la production finale.

Cette méthode implique un choix. Mon propos n'était pas de faire une analyse critique d'une intervention dans un milieu précis mais de donner la parole, de prêter ma voix à une personne, un groupe qui avait tenté de réaliser une intervention collective. Comme déjà mentionné plus haut, en lien avec la dimension pédagogique de l'exercice, les étudiantes, à partir de la description d'une intervention concrète, doivent analyser le cheminement de l'opération, retracer les différentes étapes, repérer les pièges comme les gages de succès, autrement dit, apprendre à intervenir collectivement.

3 Le Collectif IDÉES-UQAC (Collectif de recherche sur les initiatives de développement économique et social) est une structure de recherche rattachée à l'UQAC mais en partenariat avec le milieu. Cette structure poursuit différents objectifs, parmi lesquels: susciter et soutenir des activités de recherche dans les domaines du développement, de la coopération et de l'économie sociale en milieu local et régional; en partenariat avec les intervenants du milieu, développer des stratégies d'action sociale et économique, utiles aux individus et aux organismes du milieu.

INTRODUCTION

Les jeunes cherchent, au cœur des centres-villes, à retrouver une place au soleil. Mais leur présence est considérée, dans la plupart des cas, comme un problème. Les commerçants les tiennent à distance et les policiers leur interdisent de se regrouper sur les trottoirs. Souvent, des citoyens se plaignent qu'ils encombrent tel lieu public, le rendant inaccessible à la population en général. Le fait d'être différents, de par leur âge et leur tenue vestimentaire, et qu'ils se tiennent en groupes, entraîne surtout des mesures répressives qui donnent aux jeunes l'impression d'être injustement exclus du centre de la ville. Y a-t-il moyen de faire autrement? Est-il possible de permettre l'accès au centre-ville aux jeunes sans que les adultes et les commerçants se sentent menacés? Est-ce possible que tout le monde y gagne?

Ce récit d'intervention se base sur une entrevue réalisée le 18 juin 2002 avec une intervenante de *Place des jeunes au centre-ville d'Alma*, madame Véronique Gagnon. Une seconde entrevue s'est tenue le 24 septembre 2002 avec madame Gagnon et madame Judith Beauchemin, instigatrice du projet. Les deux entrevues ont été enregistrées, transcrites et organisées par l'auteur. Des documents, tels que feuillet promotionnel, plan d'action (2001) et rapport d'activités 2001-2002, ont aussi été utilisés. Le texte a finalement été validé par madame Gagnon.

Ce texte veut illustrer la mise en œuvre d'un projet original qui non seulement permet l'accès des jeunes au centre-ville d'Alma mais veut même le favoriser. Nous présenterons, dans un premier temps, le problème des jeunes au centre-ville d'Alma. Puis, nous rappellerons l'origine du projet Place des Jeunes. Nous verrons les objectifs convenus entre les différentes parties concernées par le centre-ville et nous examinerons ensuite comment le projet est devenu réalité. Nous poursuivrons en abordant l'évaluation qui peut être faite de ce projet, et prolongerons cette réflexion en touchant, en corollaire, le travail de rue. Puis, nous terminerons par la conclusion.

LE PROBLÈME DES JEUNES AU CENTRE-VILLE D'ALMA

À Alma, les jeunes se retrouvaient tous et toutes sur le « belvédère », c'est-à-dire sur le toit d'un stationnement étagé de la rue Sacré-Cœur, au centre de la ville. Souvent, de 80 à 100 jeunes pouvaient s'y regrouper. Comme c'était un endroit fermé, il s'y passait toutes sortes de choses : vandalisme, graffitis, commerce illicite de drogues, etc. Face à cette situation, la Ville d'Alma, de concert avec la Sécurité publique, décide de fermer l'accès au belvédère en y installant des portes grillagées. Cette fermeture dure plus d'un an. Les jeunes, privés de ce lieu de rassemblement, ont dû se disperser ici et là au centre-ville et se cherchaient, avec difficulté, un nouvel espace pour se retrouver entre eux. Repoussés des centres commerciaux par les agents de sécurité, ils flânaient ici et là où les policiers les autorisaient à circuler. La fermeture du belvédère n'avait pas réglé le problème; elle l'avait tout simplement déplacé.

L'ORIGINE DU PROJET

Les jeunes d'Alma se sont mis à revendiquer leur place au centre-ville, place qui leur avait été brutalement enlevée. Une travailleuse de rue, particulièrement proche des jeunes qui se retrouvent au centre-ville, entreprend un travail individuel auprès de ceux-ci, qui va favoriser une intervention collective. Elle accepte d'être leur porte-parole et de transmettre leurs revendications. Elle s'associe à une intervenante de la Maison des jeunes d'Alma, ainsi qu'à des représentants de la Ville et de la Sécurité publique. Ces diverses personnes se constituent en comité de consultation pour étudier les possibilités concrètes de répondre à cette demande des jeunes, bref de leur donner une place au cœur de la ville. En octobre 2000, le comité rencontre 19 jeunes, âgés de 15 à 17 ans, qui sont des représentants significatifs du milieu. Ceux-ci expriment avec franchise leurs opinions et leurs sentiments en ce qui concerne leur présence au centre-ville et le désir qu'ils ont de s'impliquer dans tout projet pouvant les concerner. Les jeunes repartent avec un peu d'espoir.

Différents partenaires intéressés à trouver une issue aux revendications des jeunes se regroupent autour des promoteurs initiaux : la Ville d'Alma, la Maison des jeunes d'Alma, la Sécurité publique, les représentants de jeunes de la rue, Contact Jeunesse (travail de rue), la Société de développement commercial, le Service des loisirs et la paroisse Saint-Joseph. La paroisse, située au centre-ville, est aussi un lieu d'attroupement des jeunes. Les commerçants de la Société de développement commercial sont confrontés à la présence des jeunes au centre-ville. La Ville et la Sécurité publique, quant à elles, doivent gérer cette situation. Les représentants des commerces et les gens de la paroisse participent parce qu'ils ont un problème avec les jeunes, qu'ils craignent les actes de vandalisme. Les représentants des jeunes, pour leur part, sont là pour faire valoir leur besoin d'une place au centre-ville.

Des objectifs concertés

Le comité élabore et met en place un plan d'action qui se veut évolutif, tout en tenant compte des besoins changeants des jeunes et de leur réalité. Le comité veut promouvoir ses objectifs par la tenue de diverses activités, tout en priorisant l'implication des jeunes. Un premier objectif vise la réouverture et l'aménagement du belvédère. Un second objectif tend à démystifier les relations jeunes-adultes et à promouvoir la cohabitation. Un troisième objectif veut étudier la faisabilité d'implanter, avec le concours d'un promoteur privé, un local au centre-ville d'Alma pour les jeunes de 15 à 17 ans.

Le projet devient réalité

À l'été 2001, la Ville d'Alma investit environ 100 000 \$ pour le réaménagement du belvédère : bancs, tables, aires de repos avec vue magnifique sur la rivière, scène avec chapiteau, murs repeints. De plus, la Ville consent un budget récurrent pour l'animation et l'organisation

d'activités au belvédère, soit autour de \$35 000 \$ (20 000 \$ pour les activités et 15 000 \$ pour le salaire de la coordonnatrice). Durant l'été, deux animatrices sont engagées grâce au programme fédéral Placement carrière été. La gestion et la supervision des activités sont confiées à la Maison des jeunes d'Alma. Dans la semaine du 19 au 27 juillet 2001, environ une trentaine de jeunes investissent au total 50 heures pour créer une immense fresque de 40 pieds sur huit afin de remplacer les graffitis sur un mur du belvédère. Des spectacles gratuits, les Vendredis concerts, présentant des styles musicaux très diversifiés, sont aussi organisés par des jeunes. En réalité, le belvédère ouvre ses portes le 27 juillet mais l'inauguration officielle se réalise le 29 août 2001. La saison est évidemment écourtée à l'été 2001 mais à l'été 2002, lors de la seconde saison d'activités, l'ouverture se réalise dès le 31 mai avec un spectacle médiéval.



Un logo est aussi conçu pour identifier le belvédère du centre-ville d'Alma comme étant un lieu symbolisant la coexistence entre jeunes et adultes. Une jeune fille de 16 ans est retenue pour la création de ce logo. Les différents panneaux de signalisation représentent le centre-ville. De plus, chacun de ceux-ci a une signification particulière. D'abord, le panneau d'« arrêt » représente le belvédère, un endroit où les jeunes peuvent effectivement s'arrêter. Pour ce qui est des panneaux de gauche et de droite, ils représentent les jeunes et les adultes. Ensuite, celui du milieu (la poignée de main) signifie la cohabitation et la bonne entente. Bref, l'ensemble exprime un point d'arrêt au centre-ville d'Alma où la coexistence et l'harmonie entre les jeunes et les adultes sont possibles.

L'implication des jeunes dans l'aménagement et l'animation commande le respect. Par exemple, le problème des graffitis s'est réglé parce que les jeunes qui ont fait la murale tenaient à leur œuvre, à ce qu'elle soit respectée. En effet, depuis que la murale existe, aucun graffiti n'y est apparu.

La clientèle visée

Le projet de Place des jeunes rejoint les jeunes de 15 à 25 ans qui sont davantage présents dans la rue : décrocheurs, jeunes sans emplois, jeunes vivant des difficultés. La Maison des jeunes, quant à elle, rejoint davantage les 12 à 15 ans. Mais au-delà de 15 ans, les jeunes ne se retrouvent plus à la Maison des jeunes mais plutôt au centre-ville. C'est donc cette clientèle que veut rejoindre Place des Jeunes. Le bureau d'animation se trouve à la Maison des jeunes mais toutes les activités se déroulent à Place des jeunes. Par ailleurs, les travailleuses de rue rattachées à l'organisme Contact Jeunesse se retrouvent également avec les jeunes, dans la rue. Mais leur travail vise davantage à être avec les jeunes, à les accompagner tandis que Place des jeunes est un centre d'activités pour les jeunes au centre-ville.

La fermeture du belvédère et sa réouverture après un an, associée à une toute autre manière de faire, pose tout de même problème. Au départ, les jeunes sont récalcitrants à revenir au belvédère. Ils suspectent maintenant l'endroit, craignent le guet-apens, soupçonnent la présence de caméras cachées et le contrôle policier. Ils y viennent donc moins qu'avant et le font avec méfiance. Comme le belvédère ne rouvre que graduellement, à partir de juin 2001, les jeunes ont pris l'habitude, entre-temps, d'occuper le parvis de l'église. Par la suite, certains jeunes commencent à revenir au belvédère, attirés par les activités qui s'y tiennent, puis ils reviennent à l'église (les deux endroits ne sont séparés que par trois minutes de marche). En 2002, plus de jeunes se tiennent au belvédère, en particulier en soirée.

Les partenaires

Chaque partenaire apporte sa contribution à la réalisation du projet. La Sécurité publique délègue un policier communautaire qui, lui aussi, rencontre les jeunes dans la rue. Les jeunes vont vers lui aussi pour lui poser des questions : la possession d'un gramme de marijuana est-elle considérée comme un délit, etc. Cet intervenant apporte aussi ses idées, ses suggestions pour Place des Jeunes. Il favorise aussi la collaboration de l'ensemble des policiers afin qu'ils soient moins répressifs. Ce sont tout de même les policiers qui assurent la sécurité de Place des Jeunes et aussi la fermeture, à 23 heures. En effet, il est généralement reconnu que le vandalisme, les graffitis, etc., se font entre minuit et 4 heures du matin. Toutefois, durant la saison estivale, ce sont les animatrices qui ferment l'endroit, à 23 heures. Cette fermeture ne pose pas vraiment problème; au-delà de cette heure, les jeunes ont d'autres projets, d'autres activités.

La paroisse Saint-Joseph est aussi un partenaire de premier plan. Celle-ci est très tolérante face à la présence des jeunes du centre-ville sur son parvis. Elle apprécie en général cette présence des jeunes. Évidemment, elle a ses limites face au vandalisme mais en ce sens, les travailleuses de rue peuvent aider les jeunes à développer une attitude responsable et respectueuse s'ils veulent garder cet accès à l'église. Pour les jeunes, c'est un lieu intéressant : en plein cœur de la ville, un terrain spacieux et gazonné. Lorsque le belvédère a été fermé, c'est là que les jeunes se

sont rassemblés. D'ailleurs, la réouverture du belvédère visait justement à y ramener les jeunes. Les jeunes aussi ont un rôle important. Il y a toujours eu des jeunes au comité même si ce n'est pas toujours facile de les impliquer. Il y a eu quatre jeunes au départ mais à l'été 2002, deux sont toujours au sein du comité.

Les activités à Place des Jeunes fonctionnent sur trois saisons mais, même si l'hiver le belvédère est fermé, le comité Place des Jeunes demeure actif toute l'année. D'autres types d'activités sont réalisés, toujours au centre-ville, lorsque l'aire ouverte qu'est le belvédère n'est plus accessible. Un festival des neiges, qui devait se réaliser à l'hiver 2002, a eu lieu à l'hiver 2003, sur le terrain de la paroisse Saint-Joseph. De la mi-novembre à la mi-décembre, à raison de six à huit heures par semaine, dans les locaux de la paroisse, une dizaine de jeunes de l'école Pignon sur l'Île (une école pour décrocheurs) ont participé à un atelier de clown. Cet atelier de clown vise à amener les jeunes à se voir comme talentueux, comme capables d'accomplir quelque chose. Un autre atelier, soit l'exercice aux percussions, a commencé le samedi au cours de l'été mais a pu se poursuivre durant la saison froide. Du mois de novembre 2001 à avril 2002, 23 jeunes ont participé à 18 rencontres de formation en percussions dans la sacristie de l'église Saint-Joseph.

Les activités se tiennent donc au centre-ville et ne sont jamais identifiées ou localisées à la Maison des jeunes parce que c'est trop « bébé ». Comme les jeunes se rassemblent à la Place, l'intervenante tente de construire des activités avec les jeunes qui s'y retrouvent. La seule activité qui s'est tenue à la Maison des jeunes, c'est le tournoi de billard intergénération à l'automne 2001 où, pendant trois jours, des jeunes ont disputé des parties de billard avec des adultes pour favoriser le contact entre les deux générations. Ces activités intergénération visent à reconnecter ces jeunes avec la société. Dans la même perspective, à l'automne 2002, on envisage un tournoi de quilles entre jeunes et personnes âgées, à la demande même de ces dernières. Ces activités permettent de démystifier, de faire tomber les préjugés des deux côtés de la barrière. Il faut que les adultes cessent d'avoir peur des jeunes, de les considérer comme des monstres parce qu'ils ont des « spikes » sur la tête, qu'ils ont les cheveux bleus, qu'ils ont des « docs », qu'ils sont habillés en noir.

Un territoire partagé

Place des Jeunes demeure une place publique ouverte aux jeunes mais aussi aux adultes. Dans une petite ville comme Alma, le rapport au territoire est un peu différent de ce qu'il est dans une grande ville, où non seulement les territoires se divisent entre jeunes et adultes mais ensuite entre jeunes eux-mêmes : les « punks » se retrouvent à tel endroit, les « rivers » dans tel autre quartier. Le territoire est grand et il peut donc être morcelé. À Alma, tous les jeunes se tiennent sur le même territoire, entre autres sur le terrain de la façade de l'église Saint-Joseph, au centre-ville. Tous les styles de gang vont s'y retrouver, mais sans se mélanger toutefois : les « granos », les « punk », les « rivers ». Il y a tout de même des rivalités mais tout se passe sur un territoire unique, nécessairement partagé.

Les adultes, soit les commerçants ainsi que les clients de la Plaza (centre commercial d'Alma) vont donc dîner à Place des Jeunes grâce aux tables à pique-nique qui s'y trouvent. Bref, les adultes et les jeunes partagent le même territoire mais à des moments différents : les adultes, dans la journée, particulièrement à l'heure du dîner et les jeunes, en soirée. L'objectif de la cohabitation est donc en partie atteint : un lieu de cohabitation, de coexistence mais toutefois dans des temps différents.

ÉVALUATION

Place des Jeunes est une expérience très positive pour tout le monde. Bien sûr, avec la fermeture de la Place, quelque chose s'est perdu. Des jeunes de différents groupes d'appartenance s'y retrouvaient. Pour les travailleuses de rue, c'était un lieu extraordinaire pour rejoindre les jeunes. Suite à la fermeture, ceux-ci se sont donc dispersés, sont devenus plus méfiants vis-à-vis des adultes et se cachent davantage. Les jeunes qui étaient là au moment de la fermeture, eux, n'étaient pas vraiment d'accord de perdre ainsi leur « place » mais pour les nouveaux jeunes, qui ont été plus ou moins conscients de ce qui s'est passé, la réaction a été assez positive.

L'expérience du comité Place des jeunes a permis une sensibilisation, une collaboration de la municipalité, de la police et de diverses instances comme les commerçants, en rapport avec la problématique des jeunes au centre-ville. Lors de la réouverture du belvédère, les jeunes ont apprécié l'investissement de la Ville d'Alma, le fait que la Ville faisait quelque chose pour eux. Les jeunes ont surtout apprécié d'être impliqués, d'être consultés. Ils ont des porte-parole qui font valoir leurs intérêts. Tous les partenaires sont contents aussi de la réalisation du projet. Tout le monde sort gagnant d'une telle entreprise. Les adultes en profitent aussi, même si la cible première était les jeunes. De plus, cette entreprise a entraîné la création de deux emplois étudiants durant l'été. Place des jeunes attire les jeunes surtout à cause de la réalisation de telle ou telle activité. Par exemple, au party punk, plus de 300 jeunes se sont retrouvés. C'est une fête où il y avait du brassage, c'est-à-dire que des jeunes voulaient lancer en bas les barrières de sécurité mais c'est une jeune du comité qui a réussi à les calmer. Toutefois, lorsque les jeunes veulent se retrouver entre eux, c'est plutôt sur le parvis de l'église Saint-Joseph qu'ils vont se donner rendez-vous.

Dans toute cette opération, le travail de rue a fait des gains importants. Il a acquis énormément de crédibilité auprès des différents partenaires impliqués dans le projet. Toutefois, cette reconnaissance ne sera vraiment effective que lorsqu'elle se matérialisera par un financement significatif et régulier. Évidemment, l'objectif de cohabitation pacifique et de coexistence des générations au belvédère, symbolisé dans le logo par la poignée de mains des générations, est plus ou moins atteint. S'il y a partage de l'espace, l'objectif d'une rencontre entre générations ne s'est pas vraiment réalisé. À l'occasion de certains spectacles et aussi dans le cadre d'activités conçues pour favoriser l'échange intergénérationnel, comme les tournois de billard ou de quilles, il y a effectivement rencontre entre adultes et jeunes.

L'intervenante, travailleuse de rue à ses heures, est régulièrement mise à pied, faute de budget suffisant. Cette mise en disponibilité va lui permettre de remplacer la coordonnatrice à Place des Jeunes, à partir de février 2002. Cette expérience de travail à Place des Jeunes lui a fourni l'occasion de développer un certain nombre de contacts dans des bureaux et de découvrir diverses ressources, tout en gardant un pied dans la rue, le contact avec les jeunes de la rue. Elle a aussi appris à construire des activités. Elle préfère toutefois le travail de rue. Elle l'adore, même, parce qu'elle est davantage en lien avec les jeunes. À Place des Jeunes, elle travaille pour les jeunes et avec les jeunes, mais elle les voit moins car elle est mobilisée par la programmation à mettre en place. Mais, même dans le cadre de Place des Jeunes, elle réussit à les rejoindre. Par exemple, à l'automne, avec l'autre travailleuse de rue, elles réalisent un sondage auprès des jeunes : déterminer ce qu'ils souhaitent comme activité pour l'année, toutes sortes de projet. Par la suite, avec le comité, elle évalue ce qui est réalisable, ce qui ne l'est pas, etc.

Le travail de rue : une intervention encore fragile

Comment l'intervenante a-t-elle été amenée à faire du travail de rue? Au départ, elle n'avait jamais pensé faire ce type de travail. À la fin de ses études, elle voit un poste s'ouvrir à Chicoutimi comme travailleuse de parc, un contrat de six mois. Cela se passe dans le cadre du programme Adolescents et vie de quartier : cinq équipes de deux intervenantes sont implantées dans l'un ou l'autre des parcs municipaux. Comme elle est sans emploi, elle décide d'offrir ses services. Elle aime bien ce travail, elle qui, initialement, n'aurait jamais cru travailler avec les jeunes. À la fin du contrat, elle fait un retour aux études pour parfaire un certificat en toxicomanie. À la même époque, son conjoint se trouve un emploi à Alma et le couple décide d'y vivre. C'est là qu'elle constate l'ouverture d'un poste de travailleuse de rue. Il s'agit d'un remplacement d'une travailleuse de rue en congé de maternité. Son travail auprès des jeunes dans les parcs l'avait assez bien préparée au travail de rue. Elle obtient donc ce remplacement mais, en fin de compte, la travailleuse régulière ne reviendra pas au travail.

Le poste obtenu est toutefois très fragile. Le budget réussit à garantir le premier poste mais le second poste est, dans les faits, davantage un poste surnuméraire qui s'active au gré des entrées d'argent. Le travail de rue n'est pas encore reconnu par les instances gouvernementales. Il y a une reconnaissance de la Ville et de la Régie régionale. Bientôt, le travail de rue d'Alma va se détacher de l'organisme Contact Jeunesse pour avoir son entité propre : *le comité de travail de rue d'Alma*. L'Association des travailleurs et travailleuses de rue fait des pressions pour obtenir une reconnaissance gouvernementale et des budgets récurrents pour le travail de rue. Il faudrait obtenir, possiblement, comme cela est le cas en Belgique, une enveloppe protégée.

CONCLUSION

Dans l'intervention collective, des actions sont menées et elles s'inscrivent souvent dans un rapport de force, une lutte sociale où l'intervenante prend fait et cause pour ceux et celles qui

vivent une oppression, une exclusion. Mais parfois, il faut choisir une action concertée et réussir à regrouper les forces en présence pour trouver un compromis, un accommodement raisonnable, une solution où tout le monde y gagne. Comment choisir la stratégie appropriée? Aucune ne s'impose à priori. La pertinence et l'efficacité d'un modèle d'intervention sont relatives à une situation donnée. L'intervenante collective doit adapter son intervention selon les données du terrain, les possibilités d'intervention, la conjoncture. Le projet Place des Jeunes est une belle illustration d'une approche concertée. Une telle réalisation suppose des conditions favorables, qui ne seront pas toujours présentes dans tous les milieux : une géographie qui force les rapprochements, des ruptures qui ne sont pas irrémédiables, un bon vouloir des personnes en présence, des intervenantes qui ont beaucoup de crédibilité auprès des jeunes tout en étant capables d'établir des ponts avec les autres parties impliquées : conseil municipal, commerçants, policiers, etc.

ANNEXE

Grille d'entrevue

(Autant que possible, nous allons respecter la chronologie des événements)

PRÉPARATION DE L'INTERVENTION

- Qui était là au début? Qui a démarré l'action?
- Aviez-vous une analyse des besoins du milieu? Une analyse politique ? une enquête sur la culture? Un sondage? Comment avez-vous procédé?
- Quels étaient les problèmes majeurs que vous avez identifiés et lequel avez-vous retenu? Comment?
- D'où est venue l'idée de faire quelque chose? Y avait-il eu des précédents dont vous avez entendu parler? Avez-vous fait des démarches pour les connaître?

PLANIFICATION

- Comment avez-vous procédé pour planifier votre projet : appui de votre milieu de travail, du milieu, du réseau de vos pairs, élaboration d'un projet pilote?
- Comment avez-vous fait pour établir des priorités? Quel était le choix qui se présentait à vous? Quelles étaient les solutions possibles?
- Comment s'est élaboré le plan d'action (calendrier, programme d'activités, tâches à faire)? Qui a pris la décision? Quelle fut la répartition des tâches? D'où provenait le financement?

ACTION

- Qu'avez vous fait au juste? Comment? Avec qui? Quelles furent les principales tâches, comment ont-elles été partagées?
- Quels furent les problèmes que vous avez rencontrés? Comment les avez-vous solutionnés?
- Quels furent les points tournants de votre action? Quels sont les réajustements que vous avez dû faire, pourquoi et comment?
- Quelles furent les principales tâches à accomplir? Comment ont-elles été partagées?

ÉVALUATION

- Quels furent les résultats en matière d'apprentissage du pouvoir, de connaissance de l'organisation et d'autonomie de la communauté?
- Quelles leçons avez-vous retirées? En quoi votre expérience fut-elle enrichie? Celle du milieu? Quelles furent les suites de cette intervention?

Jean-Pierre Deslauriers
Janvier 1995